



## Pour diffusion immédiate

Le 11 mai, 2023  
Accra, Ghana

### Des observateurs citoyens de toute l'Afrique élaborent des stratégies pour une meilleure protection des élections

Les responsables de 24 organisations d'observation citoyenne de 20 pays africains se sont réunis à Accra, au Ghana, pour élaborer des stratégies visant à mieux protéger les élections. Le sommet était le rassemblement d'observateurs citoyens le plus complet et le plus diversifié avec des représentants d'Afrique de l'Est, du Nord, de l'Ouest et du Sud.

Professeur Attahiru Jega, ancien président de la Commission électorale indépendante du Nigeria (INEC), a déclaré : « Personne ne doute aujourd'hui de la valeur de l'engagement des citoyens dans le processus électoral, en particulier du rôle positif que jouent les observateurs citoyens en garantissant la transparence du processus électoral et en exigeant la redevabilité des Organismes de gestion des élections (OGE) ».

Le « Sommet sur les nouvelles réalités de l'observation citoyenne des élections en Afrique » a été organisé en réponse à l'évolution de la nature des élections en Afrique et dans le monde. L'événement s'est inspiré d'expériences vécues sur l'ensemble du continent, notamment des élections récentes au Kenya et au Nigeria, ainsi que des élections à venir en République démocratique du Congo (RDC), au Libéria, en Sierra Leone et au Zimbabwe.

Les organisations africaines d'observation citoyenne ont publié un [communiqué conjoint sur l'avenir de l'observation citoyenne en Afrique](#) (en [français](#) et en [anglais](#)), qui comprend plus de 25 résolutions sur la manière de défendre plus efficacement les droits des citoyens à voter au regard des nouvelles réalités des élections en Afrique. Les participants se sont accordés sur le fait que le Sommet devrait être un événement annuel.

« Alors que la demande de gouvernance démocratique reste forte parmi les Africains, la démocratie et les élections crédibles connaissent des difficultés sur tout le continent », a expliqué Kojo Asante, directeur en charge du plaidoyer et de l'engagement politique, pour l'organisation hôte, le Centre ghanéen pour le développement démocratique (CDD-Ghana).



Cynthia Mbamalu, directrice des programmes de Yiaga Africa au Nigeria, a ajouté que « les défis relatifs aux élections d'aujourd'hui sont différents de ceux d'hier, notamment : les menaces croissantes pendant la période préélectorale, les préoccupations plus importantes concernant la manipulation de l'information, les résultats de plus en plus contestés qui sont résolus par les tribunaux et la fermeture graduelle de l'espace pour les observateurs électoraux ».

En outre, l'inclusivité est une condition préalable essentielle pour des élections crédibles et beaucoup reste à faire pour éliminer les obstacles qui empêchent la participation électorale pleine et égale des femmes, des jeunes, des personnes avec handicap, des minorités ethniques et religieuses, et d'autres groupes historiquement marginalisés.

« Ce sommet prend appui sur la [récente déclaration des rapporteurs spéciaux des Nations Unies](#) reconnaissant les observateurs électoraux comme des défenseurs des droits humains et appelle tous les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour établir des conditions visant à protéger les observateurs et à leur permettre de travailler sans entraves », a déclaré Alexandra Boiro, gestionnaire de programme senior pour l'Institut national démocratique (NDI).

Le sommet de trois jours, qui s'est tenu du 9 au 11 mai 2023, a été organisé conjointement par [CDD-Ghana](#), [Yiaga Africa](#) du Nigeria et le [NDI](#) des États-Unis.

L'événement a été organisé en partenariat avec le [Réseau des observateurs électoraux de l'Est et de la Corne de l'Afrique](#) (E-HORN), le Réseau de soutien électoral de l'Afrique australe (ESN SA), le [Réseau ouest africain pour l'observation des élections](#) (ROASE) et le [Réseau africain des observateurs électoraux](#) (AfEONet).

Les organisations d'observation citoyenne participantes sont les suivantes:

[Alliance for Finance Monitoring](#) (ACFIM) [Ouganda]; [Catholic Commission for Justice and Peace](#) (CCJP) [Malawi]; [Center for Constitutional Governance](#) (CCG) [Ouganda]; [Christian Churches Monitoring Group](#) (CCMG) [Zambie]; [Coalition citoyenne pour les élections et la gouvernance](#) (CoCEG) [Guinée]; [Coalition of Ethiopian Civil Society Organizations for Elections](#) (CECOE) [Ethiopie]; [Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali](#) (COCEM) [Mali]; [Collectif des Organisations de la Société Civile](#) (COSCE) [Sénégal]; [Convention des organisations de la société civile pour l'observation domestique des élections](#) (CODEL) [Burkina Faso]; [Elections Watch Committee](#) (EWC) [Gambie]; [Indigo](#) [Côte d'Ivoire]; [Elections Observer Group](#) (ELOG) [Kenya]; [Election Resource Center](#) (ERC) [Zimbabwe]; [Elections Coordinating Committee](#) (ECC) [Liberia]; [Ghana Center for Democratic Development](#) (CDD-Ghana) [Ghana]; [Justice et Paix Congo](#) (JPC)/CENCO [Democratic Republic of the Congo]; [Liberia Elections Observation Network](#) (LEON) [Liberia]; [Mourakiboun](#) [Tunisie];



[National Election Watch](#) (NEW) [Sierra Leone]; [Public Affairs Committee](#) (PAC) [Malawi]; [South Sudanese Network for Democracy and Elections](#) (SSuNDE) [Soudan du sud]; Sudanese Coalition for Democracy Support (SCDS) [Soudan]; [Yiaga Africa](#) [Nigeria]; and [Zimbabwe Election Support Network](#) (ZESN) [Zimbabwe].

###

## Contact

### **CDD-Ghana**

Nana Ama Nartey

Ag. Communications Team Lead

+233 596913690

[n.nartey@cddgh.org](mailto:n.nartey@cddgh.org)

<https://cddgh.org/>

### **Yiaga Africa**

Mark Amaza

Senior Communications Officer

+234 8103216621

[mamaza@yiaga.org](mailto:mamaza@yiaga.org)

<https://www.yiaga.org/>

### **NDI**

Paulina Chavez Alonso

Press Secretary

[pchavezalonso@ndi.org](mailto:pchavezalonso@ndi.org)

<https://www.ndi.org/>